

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

GRUPE COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING -CIL-

Siège social : 16, Avenue Jean Jaurès - Tunis

Le groupe COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING -CIL- publie ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2006 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du **26 avril 2007**. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, Messieurs **Adnène ZGHIDI** (BDO AFRIC AUDIT) et **Mustapha MEDHIOUB** (FINOR).

BILAN CONSOLIDE

Arrêté au 31 décembre 2006
(Exprimé en dinars)

	Notes	31 Décembre 2006	31 Décembre 2005
ACTIFS			
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles		425 701	423 151
Moins : amortissements		(246 905)	(230 202)
		178 796	192 949
Immobilisations propres		8 396 582	8 350 239
Moins : amortissements		(2 162 821)	(1 925 449)
	5	6 233 761	6 424 790
Immobilisations destinées à la location		341 361 049	311 631 267
Moins : amortissements		(178 800 105)	(162 067 527)
Moins : provisions		(5 991 158)	(6 488 455)
	6 et 8	156 569 786	143 075 285
Immobilisations financières	7	1 572 594	712 678
Total des actifs immobilisés		164 554 937	150 405 702
Autres actifs non courants		84 805	125 465
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		164 639 742	150 531 167
ACTIFS COURANTS			
Clients et comptes rattachés		18 022 876	19 294 772
Moins : provisions et produits réservés		(12 121 368)	(12 734 849)
	8	5 901 508	6 559 923
Autres actifs courants		1 768 016	1 844 815
Placements et autres actifs financiers		4 943 049	7 366 725
Liquidités et équivalents de liquidités		3 213 768	4 161 960
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		15 826 341	19 933 423
TOTAL DES ACTIFS		180 466 083	170 464 590

BILAN CONSOLIDE
Arrêté au 31 décembre 2006
(Exprimé en dinars)

	Notes	31 Décembre 2006	31 Décembre 2005
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		10 000 000	10 000 000
Réserves consolidées		10 461 946	9 422 066
Actions propres		(65 188)	(154 201)
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		20 396 758	19 267 865
Résultat consolidé		2 831 999	2 412 222
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION	9	23 228 757	21 680 087
INTERETS MINORITAIRES	10	171 821	219 143
PASSIFS			
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts	11	93 170 590	100 185 733
Autres passifs financiers		4 208 913	3 411 930
Provisions		2 048 867	2 050 917
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		99 428 370	105 648 580
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés		3 949 465	3 825 625
Autres passifs courants		7 302 529	7 092 564
Concours bancaires et autres passifs financiers	12	46 385 141	31 998 591
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		57 637 135	42 916 780
TOTAL DES PASSIFS		157 065 505	148 565 360
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		180 466 083	170 464 590

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE

Arrêté au 31 décembre 2006
(Exprimé en dinars)

	Notes	31 Décembre 2006	31 Décembre 2005
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Revenus bruts de leasing		87 847 097	80 621 417
Autres produits d'exploitation		1 440 778	1 445 921
Variation des produits réservés		(78 562)	267 700
Dotations aux amortissements des immobilisations en location		(70 624 344)	(63 900 587)
Total des produits d'exploitation	13	18 584 969	18 434 451
CHARGES FINANCIERES NETTES	14	(8 865 297)	(9 052 185)
PRODUITS DES PLACEMENTS		267 800	411 263
PRODUITS NETS		9 987 472	9 793 529
CHARGES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel		(2 031 068)	(1 935 803)
Autres charges d'exploitation		(1 135 090)	(1 047 091)
Dotations aux amortissements		(498 710)	(478 918)
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	15	(2 891 432)	(3 351 635)
Dotations aux autres provisions		(146 452)	(65 000)
Total des charges d'exploitation		(6 702 752)	(6 878 447)
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 284 720	2 915 082
Autres gains ordinaires		358 321	236 345
Autres pertes ordinaires		(113 210)	(94 055)
RESULTAT COURANTS DES SOCIETES INTEGREES		3 529 831	3 057 372
Impôts différés		2 049	52 283
Impôts exigibles		(747 203)	(699 197)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		2 784 677	2 410 458
Part revenant aux intérêts minoritaires	10	47 322	1 764
RESULTAT NET REVENANT A LA SOCIETE CONSOLIDANTE		2 831 999	2 412 222

ETAT DE FLUX CONSOLIDE

Arrêté au 31 décembre 2006
(Exprimé en dinars)

	2006	2005 (*)
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Encaissements reçus des clients	102 778 369	93 214 949
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(3 055 658)	(2 977 513)
Intérêts payés	(9 052 377)	(8 364 103)
Impôts et taxes payés	(3 720 757)	(4 962 707)
Autres flux liés à l'exploitation	2 808 588	(4 725 254)
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation	89 758 165	72 185 372
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations		
corporelles et incorporelles	(102 702 592)	(80 131 693)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations		
corporelles et incorporelles	6 130 349	15 219 540
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	(977 400)	(310 348)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	547 907	661 950
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(97 001 736)	(64 560 551)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dividendes et autres distributions	(1 383 786)	(1 256 055)
Décaissements suite au rachat des actions propres	(10 672)	(13 101)
Encaissements provenant de la cession des actions propres	119 709	-
Encaissements provenant des emprunts	19 200 000	36 621 033
Remboursement d'emprunts	(20 629 872)	(17 893 932)
Encaissements (décaissements) provenant des crédits à CT	9 000 000	(24 101 250)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	6 295 379	(6 643 305)
Variation de trésorerie	(948 192)	981 516
Trésorerie au début de l'exercice	4 161 960	3 180 444
Trésorerie à la clôture de l'exercice	3 213 768	4 161 960

(*) Retraité pour les besoins de la comparaison

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Arrêtés au 31 décembre 2006

Note 1 : Présentation du groupe**1.1 Structure juridique des sociétés du groupe**

Le groupe « CIL » est composé de deux sociétés spécialisées chacune dans l'un des métiers de la finance qui sont le leasing et l'intermédiation en bourse.

**La Compagnie Internationale de Leasing « C.I.L » a été créée en octobre 1992 avec comme objet principal d'effectuer des opérations de leasing portant sur des biens à usage industriel ou professionnel.*

Le capital social de la Compagnie Internationale de Leasing s'élève à la clôture de l'exercice, à la somme de D : 10.000.000 divisé en 1.000.000 actions de D : 10 chacune.

Les titres de la société sont admis à la cote de la bourse depuis l'année 1995.

**La Compagnie Générale d'Investissement est une société anonyme constituée en octobre 1994. Elle a pour objet principal le commerce et la gestion des valeurs mobilières et notamment :*

- La négociation de valeurs mobilières sur le marché pour le compte de clients ;
- La gestion de portefeuilles titres pour le compte de clients ;
- Le placement de titres et la garantie de bonne fin des émissions ;
- La gestion de fonds et organismes de placement collectif en valeurs mobilières ;
- L'ingénierie financière et le conseil.

Le capital social de la Compagnie Générale d'Investissement s'élève à la clôture de l'exercice à D : 1.250.000, divisé en 250.000 actions de D : 5 chacune, totalement libérées.

1.2 Participations et organigramme du groupe

Les participations de la Compagnie Internationale de Leasing dans les entreprises associées et filiales, se limitent à celle détenue au capital de la Compagnie Générale d'Investissement.

La Compagnie Internationale de Leasing détient 180.248 titres sur les 250.000 actions formant le capital de la Compagnie Générale d'Investissement, soit un pourcentage de participation de 72,1%.

Note 2 : Méthodes et modalités de consolidation**2.1. Méthode de consolidation**

La méthode de consolidation appliquée est déterminée en fonction du pourcentage des droits de vote, détenu par la Compagnie Internationale de Leasing, ainsi que de son pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de la Compagnie Générale d'Investissement.

La méthode de consolidation retenue est celle de l'intégration globale, eu égard au degré de contrôle (plus de la moitié des droits de vote) exercé par la société mère.

2.2. Date de clôture

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels, soit le 31 décembre de chaque année.

2.3. Modalités de consolidation

L'établissement des états financiers consolidés, a été réalisé en suivant les étapes suivantes :

- Les états financiers individuels de la société mère et de sa filiale, sont combinés ligne à ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges ;
- Les soldes et les transactions intra-groupe sont intégralement éliminés ;
- Les méthodes comptables sont revues afin de s'assurer qu'elles sont uniformes au sein de toutes les sociétés du groupe ;
- La valeur comptable de la participation de la mère dans sa filiale et la quote-part de la mère dans les capitaux propres de la filiale, sont éliminées ;
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net de la filiale consolidée, sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère ;
- Les intérêts minoritaires dans l'actif net de la filiale consolidée, sont identifiés et présentés dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère.

2.4. Optique de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis selon une optique à la fois financière et économique, suivant laquelle, les comptes consolidés ont pour objet de fournir aux associés de la société mère (La Compagnie Internationale de Leasing), la véritable valeur de leurs titres et ce dans le cadre d'une même entité économique englobant les intérêts majoritaires et minoritaires. Ces derniers ne sont pas considérés comme des tiers.

Les conséquences de cette optique se traduisent comme suit :

- Ecart d'acquisition : l'écart d'acquisition est retenu à hauteur de la part de la société mère lors de l'acquisition.
- Résultats inter-sociétés : les résultats réalisés suite à des transactions conclues entre la société et les sociétés sous contrôle exclusif sont éliminés dans leur intégralité.
- Présentation des intérêts minoritaires : ils sont présentés au bilan et au compte de résultat respectivement entre les capitaux propres et les dettes, et en déduction du résultat consolidé.

Note 3 : Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux dispositions de (u) :

- La NC 35 (Etats financiers consolidés) et notamment les principes régissant les techniques, règles de présentation, et de divulgation spécifiques à l'établissement des états financiers consolidés.
- Système comptable des entreprises, et notamment les règles de présentation, d'évaluation et de divulgation des opérations.

Note 4 : Principes et Méthodes Comptables Appliqués

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers consolidés se résument comme suit :

4.1. Immobilisations destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont les biens acquis et donnés en location pour une durée qui varie entre trois et dix ans. Elles sont de ce fait, enregistrées à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée, le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Les opérations de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions).

Tous les biens donnés en location sont couverts par une police d'assurance.

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Le mode d'amortissement appliqué pour ces immobilisations est l'amortissement progressif sur la durée du bail. Selon cette méthode, l'amortissement du bien est calculé en fonction de la portion de capital incluse dans chaque loyer facturé.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

4.2. Portefeuille titres

Les titres de participation et les titres immobilisés ainsi que les titres de placement sont enregistrés dans les livres à leur valeur d'acquisition, les frais y afférents sont inscrits directement dans les charges.

Les moins values latentes affectent le résultat de l'exercice, et sont constatées par le biais de provision pour dépréciation.

4.3. Emprunts

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont converties en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de change étant couvert.

4.4. Politique de provisions

Il est constitué annuellement une provision globale égale à 1% de l'encours financier net et ce, indépendamment des risques spécifiques et identifiés.

Parallèlement, les normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire n° 91-24 émise par la Banque Centrale de Tunisie le 17 décembre 1991 sont appliquées.

Dans le cas où le montant de la provision résultant de l'application de la circulaire est inférieur à celui calculé en référence à l'encours du loyer; l'excédent est porté au passif du bilan sous la rubrique des provisions pour risques.

Dans le cas contraire, l'écart dégagé est prélevé sur la provision inscrite au passif du bilan et en cas d'insuffisance il est procédé à la dotation d'une provision complémentaire.

Les provisions résultant de l'application de la circulaire sont déterminées, en appliquant les taux de provision par classe sur les risques bruts diminués de l'évaluation correspondante des garanties détenues sur les clients et de la valeur du bien en leasing.

4-4-1 : Les classes sont au nombre de 5 :

	Minimum de provision A appliquer par classe
. A : Actifs courants	-
. B1 : Actifs nécessitant un suivi particulier	-
. B2 : Actifs incertains	20%
. B3 : Actifs préoccupants	50%
. B4 : Actifs compromis	100%

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

4-4-2 : Les garanties réelles

Les garanties réelles comprennent :

- . Les cautions bancaires
- . Les actifs financiers affectés
- . Les dépôts de garantie
- . Les hypothèques inscrites

4-4-3 : La valeur du matériel en leasing

Les principes retenus pour l'évaluation du bien en location sont les suivants :

- . Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge
- . Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge
- . Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge

Les valeurs ainsi déterminées peuvent subir des ajustements s'il s'avère qu'elles dépassent les valeurs de réalisation estimées.

4.5. Comptabilisation des revenus de leasing

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement, bi-mensuellement ou trimestriellement d'avance. A la fin de l'exercice, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Les pré loyers sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force. Ils correspondent aussi aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts de retard sont facturés et comptabilisés trimestriellement.

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les autres produits, non encaissés, sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que produits réservés, venant en déduction de la rubrique « Clients et comptes rattachés ». Cette méthode de comptabilisation ne concerne que les actifs classés en B2, B3 et B4 et ce conformément aux dispositions de l'article 9 de la circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991, émanant de la Banque Centrale de Tunisie.

4.6. Taxe sur la valeur ajoutée

Les charges et les produits sont comptabilisés en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS PROPRES

Tableau des immobilisations propres arrêté au 31 décembre 2006

(Montants exprimés en dinar)

Désignation	Taux d'amortissement	Valeur brute					Amortissements					Valeur comptable nette
		Débit de période	Acquisitions	Cessions	Mises en rebut	Fin de période	Débit de période	Dotation de la période	Cessions	Mises en rebut	Fin de période	
Immeubles	5,0%	6 792 805	384 483	457 859	0	6 719 429	953 957	264 737	48 506	0	1 170 198	5 549 231
Matériel de transport	20,0%	7 09 969	234 459	149 500	0	7 94 928	406 392	138 075	146 288	0	398 179	396 749
Equipements de bureau	10,0%	265 794	24 683	9 153	820	280 514	166 202	19 755	9 002	164	176 791	103 723
Matériel informatique	37,5%	288 721	35 319	38 516	1 182	284 342	234 102	27 800	36 477	1 172	224 253	60 089
Installations générales	10,0%	292 950	24 419	0	0	317 369	164 785	28 614	0	0	193 399	123 970
TOTAL		8 350 239	703 373	655 028	2 002	8 336 582	1 925 449	478 981	240 273	1 336	2 162 821	6 233 761

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs.

Le matériel informatique est amorti selon le mode dégressif.

Les autres immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS DESTINEES A LA LOCATION

Les immobilisations destinées à la location s'analysent comme suit :

	Valeur brute	Amortissements et provisions	Valeur nette
- Immobilisations en location	289 370 436	(135 194 243)	154 176 193
- Immobilisations, matériel repris	198 767	(43 635)	155 132
- Immobilisations, contrats suspendus	17 133 628	(9 460 769)	7 672 859
- Immobilisations, contrats échus	34 161 476	(34 101 458)	60 018
- Immobilisations en cours	496 742		496 742
<u>Totaux</u>	341 361 049	(178 800 105)	162 560 944
- Provisions pour dépréciation		(5 991 158)	(5 991 158)
<u>Soldes au 31 décembre 2006</u>	341 361 049	(184 791 263)	156 569 786

Les mouvements enregistrés durant la période sur ce poste sont indiqués ci-après :

	Valeur brute	Amortissements et provisions	Valeur nette
<u>Soldes au 31 Décembre 2005</u>	311 631 267	(162 067 528)	149 563 739
provisions constituées en couverture de l'encours financier		(6 488 454)	(6 488 454)
<u>Soldes nets des provisions au 31 Décembre 2005</u>	311 631 267	(168 555 982)	143 075 285
<u>Additions de la période</u>			
- Investissements	92 041 153		92 041 153
- Relocations	855 377	(402 946)	452 431
- Transferts	7 184 111	(2 985 146)	4 198 965
<u>Retraits de la période</u>			
- Cessions à la Valeur résiduelle	(42 227 655)	42 136 134	(91 521)
- Cessions anticipées	(16 000 928)	10 336 446	(5 664 482)
- Radiation des créances	(4 082 788)	1 454 189	(2 628 599)
- Relocations	(855 377)	453 016	(402 361)
- Transferts	(7 184 111)	2 900 073	(4 284 038)
<u>Amortissements de la période</u>		(70 624 344)	(70 624 344)
<u>Provisions nettes de la période</u>		497 297	497 297
<u>Soldes au 31 décembre 2006</u>	341 361 049	(184 791 263)	156 569 786

* Les investissements de la période en immobilisations destinées à la location s'élevant à D : 92 041 153 concernent aussi bien les contrats mis en force que les contrats en cours à la clôture de la période.

* Le coût des biens cédés à la valeur résiduelle, suite à l'arrivée à terme du contrat de location, s'élève à D: 42 227 655 et se rapporte à des contrats ayant une valeur résiduelle de D: 91 521.

* Les cessions anticipées ou partielles s'élèvent à la valeur nette de D : 5 664 482.

* La dotation de la période aux comptes d'amortissements s'élève à D: 70 624 344. Cette dotation calculée sur la durée du bail, correspond à la portion du capital incluse dans chaque loyer échu, telle qu'elle figure à l'échéancier de remboursement.

* Les mouvements intervenus sur les provisions sur encours correspondent à une dotation de D: 1 591 235 et une reprise de D: 2 088 532 dont D: 1 724 458 de reprises suite à la radiation de créances.

6.1 : Analyse par secteur d'activité

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par secteur d'activité, comme suit :

	Valeur brute	Valeur nette
Bâtiment et travaux publics	45 620 828	18 782 849
Industrie	62 088 433	25 056 358
Tourisme	38 350 717	19 829 348
Commerces et services	134 178 966	68 549 557
Agriculture	61 122 105	30 342 832
<u>Totaux</u>	341 361 049	162 560 944

6.2 : Analyse par type de matériel

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par type de matériel, comme suit :

	Valeur brute	Valeur nette
Equipements	72 546 998	29 755 154
Matériel roulant	198 552 344	92 970 527
Matériel divers	3 540 514	1 211 390
<u>Sous total</u>	274 639 856	123 937 071
Immobilier	66 721 193	38 623 874
<u>Total</u>	341 361 049	162 560 944

NOTE 7 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

L'analyse des immobilisations financières se présente comme suit :

	2006	2005
Titres de capital	958 068	158 068
Titres de créance	60 000	70 000
Prêts au personnel	539 787	465 482
Dépôts et cautionnements versés	14 739	19 128
<u>Total</u>	1 572 594	712 678

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Titres de capital" sont indiqués ci-après :

	Montant total	Partie libérée	Partie non libérée
Soldes au 31 décembre 2005	158 068	158 068	0
<u>Additions de l'exercice</u>			
- INDUSTRIES DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION "BOMAR"	800 000	800 000	0
<u>Soldes au 31 Décembre 2006</u>	958 068	958 068	0

Le portefeuille "titres de capital" s'analyse au 31 Décembre 2006 comme suit :

<u>Emetteur</u>	2006	2005
*Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis	49 407	49 407
*STICODEVAM	13 461	13 461
*IFBT	100	100
*Général Obligataire SICAV	50 100	50 100
*Société L'espoir Polyclinique El Menzah	0 000	0 000
*COS TUNISIE	45 000	45 000
- INDUSTRIES DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION "BOMAR"	800 000	0
<u>Total</u>	958 068	158 068

NOTE 8 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des clients se présente comme suit :

	2006	2005
<u>Clients ordinaires</u>		
- Impayés	7 617 318	9 217 551
- Autres créances	209 136	388 286
<u>Montant brut</u>	<u>7 826 454</u>	<u>9 605 837</u>
A déduire :		
- Provisions	(1 887 802)	(2 512 764)
- Produits réservés	(425 812)	(926 310)
<u>Montant net</u>	<u>5 512 840</u>	<u>6 166 763</u>
<u>Clients litigieux</u>		
- Impayés	9 358 503	8 786 338
- Autres créances	837 919	902 597
<u>Montant brut</u>	<u>10 196 422</u>	<u>9 688 935</u>
A déduire :		
- Provisions	(7 760 126)	(7 099 437)
- Produits réservés	(2 047 628)	(2 196 338)
<u>Montant net</u>	<u>388 668</u>	<u>393 160</u>
<u>Solde des clients et comptes rattachés</u>	<u>5 901 508</u>	<u>6 559 923</u>

L'analyse et la classification des créances sur la clientèle se présentent comme il est indiqué dans le tableau suivant :

		ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
		A Actifs courants	B1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B2 Actifs incertains	B3 Actifs préoccupants	B4 Actifs compromis	
Encours financiers		125 401 407	23 125 096	1 420 039	1 263 429	606 851	151 816 822
Contrats en cours de MEF		496 742	0	0	0	0	496 742
Contrats suspendus		0	0	0	0	7 827 991	7 827 991
Impayés		942 934	3 536 872	571 421	879 509	11 045 085	16 975 821
Autres créances		10 812	58 652	60 673	57 903	859 015	1 047 055
Avances reçues		790 056	0	0	0	749 407	1 539 463
ENCOURS GLOBAL		126 061 839	26 720 620	2 052 133	2 200 841	19 589 535	176 624 968
Produits réservés		0	0	122 690	167 895	2 182 856	2 473 441
TOTAL BILAN		126 061 839	26 720 620	1 929 443	2 032 946	17 406 679	174 151 527
Engagements hors bilan sur opérations de leasing mobilier		2 006 391	61 539	0	0	0	2 067 930
Engagements hors bilan sur opérations de leasing immobilier		1 624 915	0	0	0	0	1 624 915
TOTAL HORS BILAN		3 631 306	61 539	0	0	0	3 692 845
TOTAL ENGAGEMENTS	A	129 693 145	26 782 159	1 929 443	2 032 946	17 406 679	177 844 372
Garanties imputables sur risques encourus	B	3 971 787	219 900	0	0	9 000	4 200 687
Garanties non imputables sur risques encourus		157 357 827	26 121 959	1 767 081	1 625 960	2 501 593	189 374 420
Provisions sur encours financiers	C	0	0	0	97 780	5 893 381	5 991 161
Provisions sur impayés	D	0	0	111 497	269 952	9 266 480	9 647 929
TOTAL DE LA COUVERTURE		161 329 614	26 341 859	1 878 578	1 993 692	17 670 454	209 214 197
Leasing immobilier (Décode 50%)	E	15 953 364	2 336 818	107 843	74 855	1 296 393	19 769 272
Ajustement (risques encourus négatifs)	F	1 098 738	17 165	0	0	581 603	1 697 506
RISQUES ENCOURUS	A-B-C-D-E+F	110 866 732	24 242 606	1 710 103	1 590 360	1 523 028	139 932 829

NOTE 9 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

		2006	2005
- Capital social	(A)	10 000 000	10 000 000
- Réserve légale	(B)	1 000 000	1 000 000
- Réserve extraordinaire		5 700 000	5 200 000
- Réserves pour réinvestissements		300 000	300 000
- Primes d'émission		2 250 000	2 250 000
- Réserves pour fonds social	(C)	677 156	612 964
- Fonds pour risques généraux		500 000	0
- Résultats reportés		34 790	59 102
- Avoirs des actionnaires		(65 188)	(154 201)
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		20 396 758	19 267 865
- Résultat net des sociétés intégrés		2 784 677	2 410 458
- Part revenant aux intérêts minoritaires		47 322	1 764
Total des capitaux propres avant affectation	(D)	23 228 757	21 680 087
Nombre d'actions (2)		1 000 000	1 000 000
Résultat par action (1) / (2)		2,832	2,412

(A) Au 31 décembre 2006, le capital social est de DT : 10.000.000 composé de 1.000.000 actions d'une valeur nominale de DT : 10 libérée en totalité.

(B) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son bénéfice distribuable à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle soit égale à 10% du capital social ; cette réserve ne peut pas faire l'objet de distribution.

(C) Le fonds social est constitué par une affectation des résultats de l'exercice et est considéré par la société comme une réserve à caractère non distribuable. Ce montant est utilisé principalement pour accorder des prêts au personnel.

(D) Voir tableau de mouvements ci-joint

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2006
(Montants exprimés en dinars)

	Capital social	Réserve légale	Réserve extraordinaire	Réserve pour réinvestissement	Primes d'émission	Réserves pour fonds social	Fonds pour risques généraux	Résultats reportés	Actions propres	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 Décembre 2004	10 000 000	889 248	5 200 000	300 000	2 250 000	547 444	0	325 853	(141 100)	2 176 087	21 547 532
Affectations approuvées par l'A.G.O du 24 mai 2005		110 752				60 000	1 000 000	1 005 335		(2 176 087)	0
Dividendes et tantièmes versés sur le bénéfice de 2004								(1 284 000)			(1 284 000)
Dividendes sur actions propres								11 912			11 912
Divers						5 520		2			5 522
Reclassement au poste de provisions							(1 000 000)				(1 000 000)
Rachat d'actions propres									(13 101)		(13 101)
Résultat consolidé de l'exercice 2005										2 412 222	2 412 222
Solde au 31 Décembre 2005	10 000 000	1 000 000	5 200 000	300 000	2 250 000	612 964	0	59 102	(154 201)	2 412 222	21 680 087
Affectations approuvées par l'A.G.O du 18 avril 2006			500 000			60 000	500 000	1 352 222		(2 412 222)	0
Dividendes versés sur le bénéfice de 2005								(1 400 000)			(1 400 000)
Dividendes sur actions propres								12 008			12 008
Divers						4 192		(8 566)			(4 374)
Rachat d'actions propres									(10 672)		(10 672)
Cessions d'actions propres								20 024	99 685		119 709
Résultat consolidé de l'exercice 2006										2 831 999	2 831 999
Solde au 31 Décembre 2006	10 000 000	1 000 000	5 700 000	300 000	2 250 000	677 156	500 000	34 790	(65 188)	2 831 999	23 228 757

NOTE 10 : INTERETS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la Compagnie Générale d'investissement se détaillent comme suit :

	2006	2005
- Dans le capital	348 760	348 760
- Dans les résultats reportés	(129 617)	(127 853)
- Dans le résultat de l'exercice	(47 322)	(1 764)
Total des intérêts minoritaires	171 821	219 143

NOTE 11 : EMPRUNTS

TABLEAU DES EMPRUNTS ARRETE AU 31 DECEMBRE 2006
(Montants exprimés en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Taux d'intérêts	Modalités de remboursement	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
							Solde	échéances à plus d'un an	échéances à moins d'un an
BILLETS DE TRESORERIE & CERTIFICATS DE LEASING									
BILLETS DE TRESORERIE									
SANADETT	2 000 000	6,20%	En bloc le 04/06/2008	-	2 000 000		2 000 000	2 000 000	-
SICAV AMEN	1 000 000	6,20%	En bloc le 04/06/2009	-	1 000 000		1 000 000	1 000 000	-
SICAV AMEN	1 000 000	6,20%	En bloc le 11/06/2009	-	1 000 000		1 000 000	1 000 000	-
AXIS	1 200 000	6,30%	En bloc le 29/06/2009	-	1 200 000		1 200 000	1 200 000	-
Sous-total				-	5 200 000	-	5 200 000	5 200 000	-
CERTIFICATS DE LEASING									
Certificat N°1 BEST BANK	2 000 000	6,30%	En bloc le 24/05/2009	-	2 000 000		2 000 000	2 000 000	-
Certificat N°2 BEST BANK	1 000 000	6,30%	En bloc le 31/05/2009	-	1 000 000		1 000 000	1 000 000	-
Certificat N°3 BEST BANK	2 000 000	6,30%	En bloc le 21/09/2009	-	2 000 000		2 000 000	2 000 000	-
Sous-total				-	5 000 000	-	5 000 000	5 000 000	-
Total des BILLETS DE TRESORERIE & CERTIFICATS DE LEASING									
				-	10 200 000	-	10 200 000	10 200 000	-

CREDITS BANCAIRES									
BANQUES LOCALES									
B.I.A.T (05/2001)	5 000 000	TMM+1.25	Trimestriellement (2001-2008)	2 142 856		714 286	1 428 571	714 286	714 286
A.T.B (12/2004)	500 000	TMM+1.25	Annuellement (2004-2007)	333 333		166 667	166 666	-	166 666
UBCI (12/2004)	2 000 000	TMM+1.25	Semestriellement (2004-2006)	1 500 000		1 000 000	500 000	-	500 000
AMEN BANK (10/2006)	3 000 000	TMM+1.25	Annuellement (2007-2011)		3 000 000		3 000 000	2 400 000	600 000
BTE (10/2006)	3 000 000	6,20%	En bloc le 20/11/2007		3 000 000		3 000 000	-	3 000 000
B.I.A.T (09/2006)	3 000 000	TMM+1.25	Annuellement (2007-2011)		3 000 000		3 000 000	2 400 000	600 000
Sous-total				3 976 189	9 000 000	1 880 953	11 095 237	5 514 286	5 580 952
BANQUES ETRANGERES									
JEXIMBANK YJ	800 000 000	TMM+0.5	Semestriellement (1999-2011) (a)	3 783 881	-	687 978	3 095 903	2 407 925	687 978
B.E.I EUR	50 000 000	ouvert,fixé par tirage	Semestriellement (2004-2013) (b)	20 555 533	-	660 941	19 894 592	16 848 379	3 046 213
Sous-total				24 339 414	-	1 348 919	22 990 495	19 256 304	3 734 191
Total des crédits bancaires									
				28 315 603	9 000 000	3 229 872	34 085 732	24 770 590	9 315 143

(a) L'Etat Tunisien a consenti le 14 Mai 1998 à la société un financement subsidiaire sur le prêt J.EXIM BANK du 27 Mai 1997 .
Le financement a été consenti en dinar tunisien pour l'équivalent de JPY : 800.000.000, au taux du marché monétaire majoré de 0,5 sans que ce taux ne soit inférieur au taux d'intérêt applicable au prêt .

(b) La B.E.I a consenti au courant de l'exercice 2004 un financement subsidiaire sur le crédit global, accordé dans le cadre du programme EUROMED II .

Le financement a été consenti en dinar tunisien, débloqué en quatre tranches, respectivement pour l'équivalent de EURO : 5.000.000, 4.000.000, 2.000.000 et 2.095.600, à un taux fixe ouvert lors de chaque tirage majoré d'une prime de couverture du risque de change de 3% calculé sur la base des intérêts payés à chaque échéance.

<u>EMPRUNTS OBLIGATAIRES</u>									
CIL 2001	15 000 000	7,40%	Annuellement (2002-2006)	3 000 000		3 000 000	-	-	-
CIL 2002/1	15 000 000	TMM+1,25%	Annuellement (2003-2007)	6 000 000		3 000 000	3 000 000	-	3 000 000
CIL 2002/2	15 000 000	TMM+1,25% ou Fixe 7,50%	Annuellement (2005-2009)	12 000 000		3 000 000	9 000 000	6 000 000	3 000 000
CIL 2002/3	12 000 000	TMM+1,25% ou Fixe 7,50%	Annuellement (2006-2010)	12 000 000		2 400 000	9 600 000	7 200 000	2 400 000
CIL 2003/1	15 000 000	TMM+1,25% ou Fixe 7,00%	Annuellement (2006-2010)	15 000 000		3 000 000	12 000 000	9 000 000	3 000 000
CIL 2004/1	15 000 000	TMM+1,25% ou Fixe 7,00%	Annuellement (2007-2011)	15 000 000		-	15 000 000	12 000 000	3 000 000
CIL 2004/2	15 000 000	TMM+1,25% ou Fixe 7,00%	Annuellement (2006-2010)	15 000 000		3 000 000	12 000 000	9 000 000	3 000 000
CIL 2005/1	15 000 000	TMM+1,25% ou Fixe 7,00%	Annuellement (2008-2012)	15 000 000		-	15 000 000	15 000 000	-
<u>Total des emprunts obligataires</u>				93 000 000	-	17 400 000	75 600 000	58 200 000	17 400 000

<u>TOTAL GENERAL</u>				121 315 603	19 200 000	20 629 872	119 885 732	93 170 590	26 715 143
----------------------	--	--	--	--------------------	-------------------	-------------------	--------------------	-------------------	-------------------

NOTE 12 : CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers se détaillent comme suit :

	2006	2005
- Echéances à moins d'un an sur emprunts obligataires	17 400 000	17 400 000
- Echéances à moins d'un an sur crédits des banques locales	5 580 952	2 380 952
- Echéances à moins d'un an sur crédits des banques étrangères	3 734 191	1 348 919
<u>Sous total (voir note 11)</u>	26 715 143	21 129 871
- Billets de trésorerie	16 700 000	7 700 000
- Intérêts courus sur emprunts obligataires	2 152 910	2 774 950
- Intérêts courus sur crédits des banques locales	220 830	131 800
- Intérêts courus sur crédits des banques étrangères	167 655	183 874
- Intérêts courus sur billets de trésorerie	346 296	0
- Commissions courues sur couverture risque de change	77 209	78 096
- Autres commissions courues	5 098	0
<u>Total</u>	46 385 141	31 998 591

NOTE 13 : PRODUITS D'EXPLOITATION

L'analyse des revenus se présente ainsi :

	2006	2005
- Loyers du matériel en leasing	76 112 497	68 838 969
- Loyers de l'immobilier en leasing	11 652 484	11 541 392
- Préloyers	82 116	241 056
<u>Revenus bruts de leasing</u>	(A) 87 847 097	80 621 417
- Intérêts de retard	923 730	1 043 356
- Intérêts sur report et arrangement	2 523	10 065
- Revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles	28 164	25 117
- Autres	486 361	367 383

<u>Total des autres produits</u>		1 440 778	1 445 921
- Transferts en produits de la période			
Intérêts inclus dans les loyers antérieurs		175 681	599 329
Intérêts de retard antérieurs		169 038	260 030
- Produits réputés réservés en fin de période			
Intérêts inclus dans les loyers		(304 106)	(423 712)
Intérêts de retard		(119 175)	(167 947)
<u>Variation des produits réservés</u>		(78 562)	267 700
A déduire :			
- Dotations aux amortissements des Immobilisations en location	(B)	(70 624 344)	(63 900 587)
<u>Total des produits d'exploitation</u>		18 584 969	18 434 451
- Encours financiers			
. Au début de la période		136 821 130	143 077 566
. A la fin de la période		152 313 585	136 821 130
. Moyenne	(D)	144 567 358	139 949 348
- Produits de la période	(A) - (B) = (C)	17 222 753	16 720 830
- Taux moyen	(C) / (D)	11,91%	11,95%

NOTE 14 : CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières se détaillent comme suit :

		2006	2005
- Intérêts des emprunts obligataires		5 828 753	6 151 300
- Intérêts des crédits des banques locales		363 723	363 046
- Intérêts des crédits des banques étrangères		1 561 677	1 330 035
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts		29 067	26 657
<u>Total des charges financières des emprunts</u>	(A)	7 783 220	7 871 038
- Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs		(17 699)	12 251
- Intérêts bancaires et sur opérations de financement		1 099 271	1 157 786
- Autres charges financières		504	11 109
<u>Total des autres charges financières</u>		1 082 077	1 181 147
<u>Total général</u>		8 865 297	9 052 185
- Encours des emprunts			
. Au début de l'exercice		121 315 603	102 588 503
. A la fin de l'exercice		109 685 731	121 315 603
. Moyenne	(B)	115 500 667	108 202 053
- Taux moyen (A) / (B)		6,74%	7,27%

NOTE 15 : DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS ET RESULTAT DES CREANCES RADIEES

Les dotations nettes de l'exercice aux comptes de provisions se détaillent ainsi :

	2006	2005
- Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle	3 765 648	4 892 234
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances	(874 216)	(1 548 826)
- Créances radiées	4 080 772	2 809 186
- Reprises de provisions suite à la radiation de créances	(3 353 002)	(2 344 132)
- Transfert en produits de la période		
* Intérêts inclus dans les loyers antérieurs suite à la radiation des créances	(648 820)	(350 356)
* Intérêts de retard antérieurs suite à la radiation des créances	(78 950)	(106 471)
Total	2 891 432	3 351 635

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2006**

Messieurs,

1/ En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons audité les états financiers consolidés de la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » pour l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la Direction de la société mère et de la société consolidée. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit.

2/ Nous avons effectué notre audit conformément aux normes de révision comptables généralement admises en la matière. Il a comporté les vérifications que nous avons jugées nécessaires en la circonstance.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

3/ Les états financiers consolidés objet de notre audit, arrêtés au 31 décembre 2006 faisant apparaître un total du bilan de 180 466 083 DT et un résultat consolidé bénéficiaire de 2 831 999 DT, ont été établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises et notamment les règles de présentation des états financiers et de prise en compte, d'évaluation et de divulgation des opérations découlant des transactions de l'entreprise à l'exception de la convention de prééminence du fond sur la forme.

4/ A notre avis, et sur la base des diligences que nous avons accomplies, les états financiers consolidés de la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » arrêtés au 31 décembre 2006 annexés au présent rapport, sont sincères et réguliers et donnent pour tous leurs aspects significatifs une image fidèle de la situation financière du groupe ainsi que du résultat de ses opérations et des mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

5/ Nous avons également procédé conformément aux dispositions légales, aux vérifications spécifiques relatives à la situation financière et aux comptes consolidés donnés par votre conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance des informations données dans le rapport du conseil d'administration avec les comptes annuels consolidés.

Tunis, le 19 mars 2007

Les Commissaires aux Comptes

BDO AFRIC AUDIT

Adnène ZGHIDI

FINOR

Mustapha MEDHIOUB